

Annexe B

Investissements miniers en zones de conflit: le cas de la RDC

En mai 1997, une rébellion dirigée par l' *Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo* (AFDL) soutenue par un grand nombre de pays voisins (Rwanda, Ouganda et Angola principalement), a renversé le régime du président Mobutu au Zaïre. L'ascension de Laurent-Désiré Kabila à la tête du pays, renommé République démocratique du Congo (RDC), a temporairement freiné la mise en oeuvre de projets devant revitaliser le secteur minier du pays. Selon le US Geological Survey:

*«Disruptions caused by civil war in 1997 and the uncertain investment policies of the new government were a setback to the proposed new mineral development needed to revitalize the mineral economy of Congo (Kinshasa). Historically, the mining industry accounted for 25% of GDP and about three-quarters of total export revenues. The near collapse of the economy, however, has made it difficult to sustain normal mining activities».*¹

C'est que, à partir de 1995, sous la pression des institutions de Bretton Woods, le secteur minier congolais avait entrepris une profonde transformation. De larges pans de l'industrie, majoritairement propriété de l'État, ont été offerts, avec succès, aux entreprises privées. Selon la même source:

*«During 1996 and 1997, the Government (de Mobutu, nda) was successful in attracting a number of foreign investors, particularly Canadian junior mining and exploration companies, for new grassroots exploration and joint ventures with Gécamines on the rehabilitation of known copper-cobalt, gold, manganese, and zinc mining properties. Parastatal operations targeted for privatization or joint-venture redevelopment included some 20 copper-cobalt and zinc mines and processing facilities owned by Gécamines, the gold-tin producer Société Minière et Industrielle du Kivu (SOMINKI), the major diamond producer Société Minière de Bakwanga (MIBA), and the major gold producer Office des Mines d'Or de Kilo-Moto (Okimo). In 1997 over 100 preliminary agreements for exclusive exploration zones (ZER or zones exclusives de recherche) had been signed and another 200 were pending. The projects held the potential for between 2 billion \$USA and 3 billion \$USA in new investments needed to revitalize the Congolese mining industry.»*²

Si la nouvelle équipe qui s'est installée à Kinshasa n'a pas remis en question l'orientation déjà adoptée de remodeler l'industrie minière par le biais des privatisations, plusieurs contrats en vigueur furent cependant revus. Parmi les compagnies touchées, *Ashanti Goldfields Company Limited* à la mine d'or d'Okimo; la compagnie canadienne *Banro Resource Corporation*, antérieurement *African Minerals Resources Inc*, propriétaire de la filiale *Société Aurifère du Kivu et du Maniema, SARL* (SAKIMA); *American Mineral Fields*, dont le projet concernant les résidus de cuivre-cobalt a été remis en question, et enfin le contrat concernant l'exclusivité de la vente de diamants entre la *Société minière du Bakwanga* (MIBA) et la *De Beers Centenary AG*.

Cependant, à partir d'août 1998, une deuxième rébellion éclata avec le concours de certains pays voisins: le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Le gouvernement de Kinshasa, pour sa part reçut l'appui d'autres pays de la région: l'Angola, le Zimbabwe, la Namibie, puis le Tchad. La rébellion initiale se transforma en véritable guerre régionale. Vu la rareté des revenus de l'État, le gouvernement de la RDC, comme les dirigeants de la rébellion, se sont vus dans l'obligation de

¹ George J. Coakley, «The Mineral Industry of Congo (Kinshasa)» in *United States Geological Survey, Mineral Information 1997*, Page J1. Site du United States, Department of the Interior, *Mineral Information - International, Africa and the Middle East*. (<http://www.minerals.usgs.gov/minerals/pubs/country/africa.html>)

² *Ibid.*

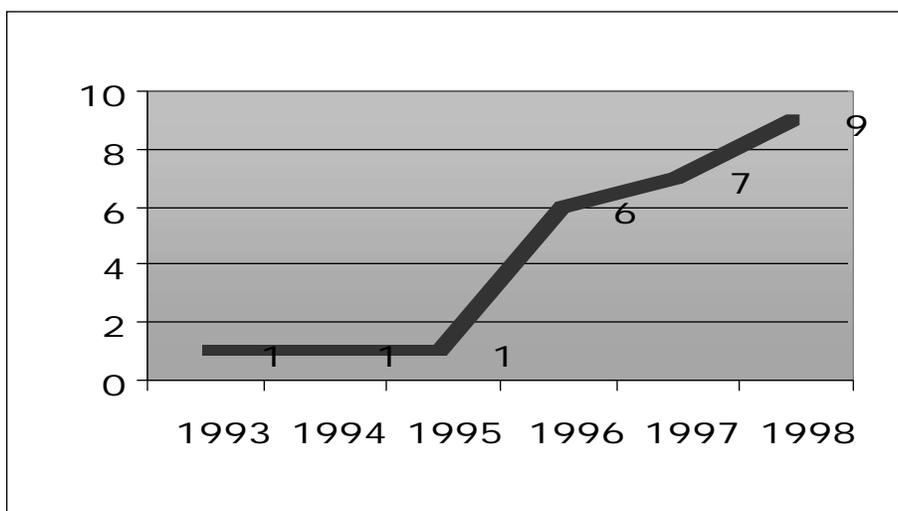
céder très vite à leurs alliés respectifs, des droits d'exploitation sur les richesses minières du pays particulièrement les métaux précieux ou rares³.

Face à cette situation de violence dont les premières victimes ont été les populations locales, les réactions des entreprises minières ont été diverses. Devant ce contexte d'insécurité et parce que le territoire national était divisé en deux parties sous des contrôles différents, certaines compagnies ont observé une période d'attente avant de relancer leurs opérations. Mais d'autres, dont un bon nombre provenant du Canada, ont décidé d'aller de l'avant.

C'est que, si un grand nombre de pays africains offrent un potentiel minier important (Ghana, Guinée, Afrique du Sud, Tanzanie, etc.) la RDC possède, et de loin, un des sous-sol les plus riches du continent. Enjeu géopolitique important pendant la Guerre froide, le pays semble faire l'objet d'une " redécouverte " après la période d'instabilité politique du milieu des années 1990. Le graphique 1 présente l'évolution des propriétés minières canadiennes en RDC entre 1993 et 1998. Malgré le nombre relativement modeste de propriétés, celui-ci a augmenté de 55 % en moyenne annuellement⁴.

Graphique 1: Propriétés minières canadiennes en République démocratique du Congo, de 1993 à 1998 (sociétés de toutes tailles cotées en bourses canadiennes)

Source: Ressources naturelles Canada.



Un certain nombre de sociétés canadiennes sont particulièrement présentes en RDC et dans les pays voisins. Voici, brièvement présentées, les compagnies qui y ont toujours des activités, ou qui en avaient jusqu'à récemment.

Un certain nombre de sociétés canadiennes sont particulièrement présentes en RDC et dans les pays voisins. Voici, brièvement présentées, les compagnies qui y ont toujours des activités, ou qui en avaient jusqu'à récemment.

³ Pour une présentation plus détaillée de ces enjeux voir: Erik Kennes dans [l'Annuaire des Grands Lacs](#), 1998-99, CERGLA-Université d'Anvers, 1999.

⁴ Donnée établie à partir du Taux d'accroissement annuel moyen (moyenne géométrique) entre 1993 et 1998.

AMERICAN MINERAL FIELDS INC.

American Mineral Fields (AMF) est une société minière canadienne créée en Colombie-Britannique en 1979 sous le nom de *Black Pearl Petroleum Ltd.* Après quatre changements de noms en 20 ans, AMF s'est établie en 1995 au Yukon, un "territoire" du Canada. Le développement de cette société minière, dont le siège social est maintenant situé à Londres et qui possède un bureau au Texas en plus de celui de Vancouver, s'inscrit dans l'évolution des groupes miniers de la fin des années 1990. Beaucoup sont passés par les bourses nord-américaines pour assurer leur financement, en particulier Toronto et Vancouver, et se sont associés, pour l'exploration mais particulièrement pour l'exploitation, à des transnationales bien implantées sur le continent africain, comme la compagnie *De Beers* dans le secteur du diamant.

En plus d'être présente au Brésil, en Russie et en Norvège, *American Mineral Fields* est active sur le continent africain depuis son nouveau baptême de 1995, particulièrement en Zambie, en Angola et en RDC. Jean-Raymond Boule, qui détient 36,4 % des actions de la société, possède une longue expérience dans le secteur minier africain. Ancien directeur général de la société *De Beers* dans l'ex-Zaïre, il aurait fondé *American Mineral Fields* dans le but avoué de permettre aux investisseurs nord-américains de profiter des opportunités que présentent les ressources minières africaines⁵.

L'entreprise partage, avec l'*Anglo American Corporation of South Africa* (50 %-50 %), la propriété de *Congo Mineral Development Ltd.* Cette entreprise possède elle-même 60 % (*Gécamines* 40 %) du projet de retraitement de rejets miniers à Kolwezi dont les réserves ont été estimées par des études de pré-faisabilité en 1996 à 107 millions de tonnes dont 1,34 % de cuivre et 0,26 % de cobalt.

En RDC, Jean-Raymond Boule, avec l'*American Mineral Fields* et ses filiales, projette de réactiver la mine de Kipushi, propriété de la *Gécamines* qui produisait à son apogée, en 1988, plus 100 000 tonnes de zinc et 50 000 tonnes de cuivre. L'objectif est de pouvoir revenir rapidement à ce niveau de production par un investissement de 50M \$CAN en *joint venture* avec la *Gécamines*⁶. Il semble cependant que le président Laurent-Désiré Kabila ait réaménagé ses alliances en délaissant les petites sociétés minières (*juniors*) au profit des plus grandes avec l'annulation, à partir de décembre 1997, de contrats importants avec l'*American Mineral Fields International*⁷ et *Lundin* (suédois) dans l'exploitation des dépôts de cuivre et de cobalt de *Tenke Fungurume*. Pour le développement de la zone Kolwezi-Ouest, qui renferme 80 % de ses réserves de cuivre et de cobalt, la *Gécamines* s'est notamment associée avec *Anglo-American*, *Billiton*, *Isacor*, l'*Union minière* et la *Société chinoise des métaux non ferreux*⁸.

BANRO RESOURCE CORPORATION

Banro Resource Corporation est une société canadienne basée à Toronto. Elle possède trois filiales *Sakima SARL* - qu'elle détient à 93 % - *Banro American Resource* (anciennement *African Mineral Resource Inc.*) et *BRC Development Corp.* Les directeurs sont entre autres Bernard Van Rooyen et William Wilson. L'actionnaire majoritaire de *Banro Resource Corporation* est *Cluff Mining Ltd.*, une société anglo-américaine. *Cluff Mining* possède 12,6 % des actions de la société canadienne. Les données financières du 30 septembre 1998 montrent que l'actif total de la société est chiffré à 29,738M \$CAN et que les fonds propres s'élèvent à 28,165M \$CAN. L'exercice précédent comportait beaucoup de dépenses et relativement peu de recettes - les opérations minières n'ayant pas encore débuté. Entre juin et décembre 1997, le total des dépenses d'exploration s'élevait à plus de 9M \$CAN.

⁵ François Misseret-Olivier Vallée (1998), "Des matières premières toujours convoitées. Le nouveau secteur minier africain", *Le Monde Diplomatique*, mai 1998, p.24-25.

⁶ *Ibid.*

⁷ Une filiale à part entière d'*American Mineral Fields*.

⁸ *Ibid.*

Banro Resource Corporation a des intérêts en Afrique et notamment en RDC. Elle détient 93 % de la *Société Aurifère du Kivu et du Maniema* (Sakima). Les 7 % restant sont détenus par le gouvernement de la RDC. *Sakima* est le nouveau nom, après restructuration, de la *Sominki*. La *Sominki* est née en 1976 d'une fusion entre 9 sociétés dont *Symetain* et *Cobelmin*. *Sominki* était détenue à 72 % par *Empain Group* et à 28 % par le gouvernement du Zaïre de l'époque. En 1986, *Empain Group* a vendu la *Sominki* et, en septembre 1995, *Banro* se porte acquéreur d'une option d'achat pour la *Sominki*. En Janvier 1996, *Banro* et son partenaire (en *joint venture*) "*Mines D'or Du Zaïre*" – *MDDZ* – obtiennent chacun 36 % de la *Sominki* - le gouvernement en conservant 28 %. En septembre 1996, *Banro* a acheté *MDDZ*, portant à 72 % son contrôle sur *Sominki*. Enfin, en janvier 1997, *Banro* a signé une nouvelle convention minière lui octroyant 93 % de la société restructurée et renommée *Sakima*.

La *Sakima* comprend 47 concessions minières qui s'étendent sur 10 271 km² dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema, à l'est du pays, actuellement sous contrôle de la rébellion. La ceinture de l'or de Namoya-Twangiza représente une distance de 180 km (Nord Est – Sud Ouest) et comporte 10 gisements d'or. On estime le potentiel de ces gisements à environ 13M onces d'or. La *Sakima* priorise quatre projets dans cette zone: Twangiza, Kamituga/Mobale, Lugushwa et Namoya. Les ressources estimées pour Twangiza sont de 7 127 915 onces d'or. La première phase du projet a coûté 6,3M \$CAN. La phase 2 (1998) de l'exercice à Twangiza est chiffrée à 3,7M \$CAN et comprend le forage de diamants, un test métallurgique et une étude complète de pré-faisabilité. Le coût de la phase 1 de Namoya est estimé à 1,7M \$CAN et les ressources à 2 501 875 onces d'or. Pour le site Kamituga/Mobale, les ressources estimées sont de 2 526 000 onces d'or. Enfin, pour ce qui est de Lugushwa, des évaluations datant de 1979 estiment les ressources entre 321 500 et 434 000 onces d'or.

Comme il a été déjà mentionné, *Banro* a été expropriée de ses concessions du Sud-Kivu et du Maniema le 31 juillet 1998 par le nouveau gouvernement issu de la première rébellion. Le gouvernement, prétextant des irrégularités dans l'acquisition de *Sominki*, a dissout - sans mise en garde ni consultation - la société minière. *Banro* a alors intenté un procès au gouvernement de la RDC et a réclamé des réparations pour un montant d'un milliard de dollars USA auprès du tribunal de " l'International Center for the Settlement of Investment Disputes."

BARRICK GOLD CORPORATION

Barrick Gold Corporation est une importante société minière canadienne dont le siège social est à Toronto. Elle est inscrite en bourse sur le *Toronto Stock Exchange* et sur le *New York Stock Exchange* sous le sigle ABX. Le président du conseil d'administration et fondateur de Barrick est Peter Munk, qui s'est distingué comme industriel et s'est vu nommé officier de l'ordre du Canada en 1993. Le directeur général est Randall Oliphant, qui a rejoint la société en 1987. Barrick a pour vice-président Angus A. MacNaughton et pour *chairman of co's International Advisory Board* Brian Mulroney, ancien premier ministre conservateur du Canada.

Au 31 décembre 1998, l'actif total de Barrick Gold Corporation s'élevait à 4,655 millions de \$, ses fonds propres à 3,592M \$CAN et sa dette à long terme à 500M \$CAN. Les revenus que Barrick tirait de ses ventes d'or s'élevaient, au 31 décembre 1998, à 1,287M \$CAN.

La société exploite principalement l'or, mais d'autres minerais peuvent également être exploités sur certains projets comme l'argent, le nickel, le cuivre ou le cobalt. Les principales propriétés détenues par Barrick se situent aux États-Unis, au Canada, au Pérou, au Chili, en Argentine, depuis peu en Tanzanie et probablement en RDC. Voyons quelques données sur les plus importantes d'entre elles.

Aux États-Unis, Barrick détient à 100% la propriété Goldstrike qui totalise 7,940 acres et se situe à près de 40 km au nord de Carlin dans le Nevada. Cette propriété se compose de plusieurs gisements

miniers: les principaux gisements sont ceux de Betze-Post (à ciel ouvert) et de Meikle (opération souterraine et minerai de grande qualité), les autres gisements se nomment Griffin, Rodeo et Goldbug. La propriété Goldstrike a produit environ 14 millions d'onces d'or depuis 1987 et dispose encore d'environ 7,3 millions d'onces en réserve. Pour 1999, la propriété devait produire 2 130 000 onces d'or à un coût de 133 \$USA l'once. Depuis la réalisation, en décembre 1992, d'un accord de *joint operation* avec *Newmont Gold Company*, les perspectives de vie de la mine ont été élargies.

La mine Betze-Post devait produire 1 130 000 onces à un coût de 185 \$USA l'once en 1999. La mine Meikle est située à 2 km au nord de Betze-Post. Découverte en 1989, elle devait produire en 1999 un million d'onces d'or à un coût de 75 \$USA l'once. Au Québec, entre Val d'Or et Rouyn-Noranda, à 40 km à l'ouest de Malartic, Barrick détient 100% des intérêts dans la mine Bousquet. Cette mine est devenue la propriété de Barrick après l'acquisition en 1994 de *Lac Mineral Ltd*. En 1998, la production d'or atteignait 175,621 onces d'or avec un coût de 194 \$USA l'once. La mine Holt-McDermott – également détenue par Barrick, est une mine souterraine située dans la ceinture de l'Abitibi au nord-est de l'Ontario à 50 km au nord-est de Kirkland Lake.

Au Pérou, la mine Pierina, située au nord-est de Lima, était censée produire plus de 800 000 onces d'or à un coût de 50 \$USA l'once en 1999. Les mines de Tambo (Chili), El Indio (Chili) et Bullfrog (nord-ouest de Las Vegas) devaient quant à elles cesser toute activité à la fin de l'année 1999. Barrick détient également 100 % des intérêts dans le **projet Pascua**. Il s'agit d'une propriété d'extraction d'or et d'argent située à la frontière entre le Chili et l'Argentine.

Sur le continent africain, Barrick détient des concessions en Tanzanie depuis l'acquisition en 1999 de *Sutton Resources Ltd*. Barrick a repris les activités de Sutton dans la région notamment avec le projet Bulyanhulu (gisement d'or situé à 50 km au sud du Lac Victoria, au nord-ouest de la Tanzanie), la concession Kabanga (prospection de nickel, cobalt et cuivre) et la concession Kagera (située au nord-ouest de la Tanzanie et acquise par le biais de Kagera Mining Company Limited).

La présence de *Barrick Gold Corporation* en Afrique n'est pas nouvelle. Déjà en août 1996, la compagnie avait obtenu en RDC les droits d'exploration et d'exploitation sur un gigantesque territoire de 82 000 km² situé en Province Orientale. Mais les deux rébellions qui ont suivi cette acquisition l'ont empêchée de commencer des travaux. Le contrôle de la zone, d'abord par le gouvernement de Kabila puis par les rebelles du *Rassemblement des Congolais pour la Démocratie* (RCD) soutenus dans cette région par l'Ouganda, pose sans doute beaucoup de problèmes à la compagnie pour faire valoir des accords passés durant les derniers moments du régime Mobutu. Cependant, la proximité des deux territoires d'exploitation, l'un au nord-ouest de la Tanzanie et l'autre dans la partie est de la RDC, lui procurerait de si grands avantages qu'il est probable qu'elle fera valoir ses droits en temps opportun.

CONSOLIDATED TRILLION RESOURCES LTD

Société canadienne créée à Vancouver en 1987, *Trillion Resources Ltd* a changé de dénomination le 15 janvier 1999 pour ***Consolidated Trillion Resources Ltd*** à raison d'une action de la nouvelle société pour six anciennes actions. Ses activités africaines d'exploration se concentrent surtout au Botswana et au Zimbabwe où la société détient respectivement 5 et 12 licences d'exploration, en plus de celles qu'elle détient en Côte-d'Ivoire. Ses projets d'exploitation concernent principalement les mines d'or de Jena et Indarama au Zimbabwe. Ses activités en RDC se résument à de l'exploration. Par ailleurs, l'entreprise est impliquée dans plusieurs projets en Afrique avec une multitude de sociétés minières canadiennes de moindre envergure telles *Nickelodeon Minerals Inc.*, *Oliver Gold Corporation* ou *Skeena Resources Limited*. Toutes ces entreprises se partagent d'ailleurs leurs principaux administrateurs comme Henry Giegerich, Patrick Downey, John Barclay ou Ronald K. Netolitzky, pour ne nommer que ceux-là.

Ses activités en RDC ont été ponctuées d'alliances et de négociations avec la *Gécamines* et des

partenaires miniers canadiens, mais aussi par les tensions politiques et militaires qui ont affecté ce pays surtout depuis le début des années 1990. C'est ainsi que les travaux reliés à l'exploitation d'un site près de Likasi, étendu sur 2 800 km² dans la province du Katanga, ont dû cesser en août 1998 au début de la deuxième rébellion⁹. *Consolidated Trillion Resources* avait dépensé en 1998 près de 580 000 \$CAN en développement et exploration en RDC, soit 248 % de plus qu'en 1997.

L'expansion des activités de cette société minière en Afrique n'est pas étrangère au soutien politique et financier accordé par le gouvernement canadien (notamment l'Agence canadienne de développement international – ACIDI), particulièrement depuis le début des années 1990 pour contribuer à soutenir ce secteur, comme l'indique ce témoignage de l'ancien président de l'entreprise en 1996:

“Trillion’s base of operations has since expanded to include Mozambique, Tanzania, Botswana, and, now, South Africa. Over the course of this expansion, Hansen [président de Trillion] has noticed that a “new generation of people” have moved into government and business in Africa, a generation highly trained and largely familiar with Canadian business practices. He credits this development, in part, to the various aid projects which have targeted Africa over the past two decades. Hansen believes “CIDA made a lot of contribution to what is going on now they’ve set the groundwork” and made doing business in Africa much easier for Canadian companies¹⁰.”

DIAMONDWORKS LTD

DiamondWorks Ltd. est une société minière canadienne basée à Vancouver. Anciennement connue sous le nom de *Carson Gold Corp.* – nom modifié en octobre 1996 – *DiamondWorks* a pour président et directeur général, Bruce Walsham. L'actionnaire majoritaire de cette société – au 15 avril 1999 – est *Ekuseni Resources Ltd.* qui possède 17,9 % des capitaux. Cette société minière dispose d'un actif évalué à 57 525 856 \$CAN et de fonds propres d'un montant de 38 243 785 \$CAN.

DiamondWorks exerce ses activités dans de nombreux pays: en Sierra Leone, au Lesotho, en Angola, au Canada, en Chine et au Venezuela. Nous nous intéresserons ici aux intérêts miniers de *DiamondWorks* en Afrique et plus particulièrement en Angola et en Sierra Leone. La société a commencé sa production commerciale de diamants, en Angola, dans sa concession minière de Luo en juillet 1997 et dans sa seconde concession – Yetwene – en Juin 1998. *DiamondWorks* possède cinq concessions minières en Angola en incluant Yetwene et Luo. Elle détient également six concessions de diamants au Sierra Leone. Les propriétés de diamants de *DiamondWorks* en Afrique semblent contenir plus de 22 millions de carats de diamants de grande qualité.

Tentons brièvement de dresser un état des intérêts miniers de cette société dans ces deux pays. En **Angola** tout d'abord, il est important de préciser que l'activité de la société s'opère par le biais de sa filiale (détenue à 100 %) *Branch Energy Ltd.* Celle-ci contrôle des intérêts dans trois concessions de diamants dans la province Lunda Norte au nord-est de l'Angola. Ces concessions – Luo, Luarica et Yetwene – s'étendent sur un territoire d'environ 1 800 km². *DiamondWorks* détient 48 % des intérêts dans la concession minière de Luo, car elle possède 48 % des intérêts de *Tricorp SARL*, une société angolaise privée détenant les droits de propriété. Cette concession s'étend sur 232 km² et totalise depuis le début de l'exploitation une production de 200 000 carats, soit environ 6 000 carats par mois - (la valeur moyenne des diamants vendus étant entre 120\$ et 350\$ le carat).

La concession minière Yetwene recouvre une zone d'environ 550 km² et se situe à 20 km au nord-ouest de Lucapa - à 100 km au nord de Luo. *DiamondWorks* détient 50 % des intérêts dans cette

⁹ Voir à ce sujet le rapport annuel de Consolidated Trillion (http://www.trillion-resources.com/html/annualreports/98report_e.html) consulté le 8 octobre 1999.

¹⁰ *Ministère des Affaires étrangères et du commerce international (1996), Trillion*, décembre, site web (<http://www.dfa-international.gc.ca/>).

concession, le reste est détenu par *Endiama* – la société minière d'État – et par une autre société minière angolaise privée. La propriété semble contenir des réserves de 7,8 millions de tonnes d'une teneur de 0,23 carats par tonne. *DiamondWorks* espère en extraire 9 000 carats par mois à un coût de 280 \$CAN par carat. Les activités en cours dans la concession de Yetwene ont été suspendues de novembre 1998 à juin 1999 en raison d'attaques armées contre le personnel de *DiamondWorks*.

DiamondWorks détient également 60 % des intérêts dans la propriété de Luarica, qui se situe le long de la rivière Chiumbe, à 90 km au nord de la propriété de Luo dans la province Lunda Norte. *Branch Energy Ltd.*, filiale de *DiamondWorks*, dispose d'un accord lui permettant de financer et de s'occuper de l'exploration et du développement de cette propriété. Les droits d'exploration sont détenus par *Mineracao e Consultoria Limitada (MCL)* une société angolaise privée qui doit recevoir 90 % de la valeur des diamants extraits, le reste allant à *Endiama*.

Dans le centre de l'Angola, *DiamondWorks* possède également Alto Kwanza une importante concession d'exploration couvrant un territoire de 18 000 km² dans la province de Bie. Depuis l'été 1998 la société a eu une activité perturbée en raison de l'agitation politique du pays. *DiamondWorks* exerce enfin une activité dans la concession GT. Cette concession se situe à 3 km du site de Luarica et couvre une surface de 531 km². Dans cette zone *DiamondWorks* détient 55 % des intérêts, le reste appartenant à une entreprise angolaise privée.

Par ailleurs, *DiamondWorks* exerce une activité notable en **Sierra Leone** par le biais de sa filiale *Branch Energy Ltd. (BEL)*. BEL possède 5 concessions: à Koidu, Upper and Middle Sewa (29 km²), la "zone 7" (93 hectares), à Njei-Bafi et à Matem. En ce qui concerne le site de Koidu, BEL dispose d'un bail de 25 ans, renouvelable, pour l'exploitation de l'or et du diamant sur une étendue de 4 km² près de la ville de Koidu. La concession n'est cependant toujours pas accessible bien que le calme ait été restauré dans la région.

FIRST QUANTUM MINERALS

Cette société canadienne dont le siège social est à Vancouver est très active dans l'exploitation et l'exploration minière en Afrique, particulièrement depuis le début des années 1990. Créée en 1985, elle possède plusieurs filiales, dont *First Quantum Yukon* qui a absorbé *International Ballater Resources Inc* en décembre 1997.

First Quantum Minerals (FQM) est particulièrement présente en Zambie où elle exploite le cuivre sur le site de Bwana Mkubwa et détient des licences pour l'exploration du cuivre et de l'or. Elle a aussi investi dans des projets au Zimbabwe, en Guinée, au Niger, au Botswana et en Tanzanie.

En RDC, FQM a signé en mars 1998 deux ententes avec la *Gécamines* pour le traitement de quatre sites importants de résidus miniers de cuivre et de cobalt (Kingamiambo, Lulu, Shituru et Panda). FQM compte acquérir 51 % des titres des quatre sites et la *Gécamines* en conservera 49 %. FQM aura la charge de financer les études de faisabilité et le développement des quatre projets en échange de 85 % des revenus nets de la production. *First Quantum Minerals* est d'autant plus active sur le continent africain depuis le milieu des années 1990 que l'ancien ministre des Affaires étrangères et Premier ministre conservateur, Joe Clark, y a été conseiller spécial pour l'Afrique¹¹.

INTERNATIONAL PANORAMA RESOURCE CORP.

International Panorama Resource Corp. est une société minière canadienne basée à Vancouver. Le président du conseil d'administration de cette société est Adrian Hartmann et son directeur

¹¹ Voir Su et Sutton (1998), "The Canadian Political Elite Discovers Africa", *African Access Magazine*, premier trimestre, p.8-10.

général se nomme Kenneth McLeod. *International Panorama Resource Corp.* disposait, selon son état financier du 31 décembre 1998, d'un actif de 12,355M \$CAN, de fonds propres évalués à 10,564M \$CAN et d'un fonds de roulement de 1,716M \$CAN.

Cette société compte deux filiales: *Panorama Gold Inc.* et *Panorama Minerals Inc.* Elle a pris le contrôle de *PTM Minerals (Cayman) Ltd.* en août 1996. Cette dernière avait conclu un accord avec la *Gécamines* pour développer des gisements de résidus miniers en RDC. Les résidus miniers sur lesquels portent cet accord sont des résidus de cuivre et de cobalt et les zones d'exploitation se situent à Kambove et Kakanda dans la province du Katanga. *PTM Minerals Ltd.*, filiale de *International Panorama Resource Corp.* détient 51 % des intérêts dans le retraitement de ces résidus miniers.

Les réserves des résidus miniers concédés sont évaluées à 18,6M tonnes d'une teneur de 0,15 % de cobalt et de 1,22 % de cuivre. Ce projet devrait produire 1,1 milliards de livres de cuivre et 93 millions de livres de cobalt et ce, pour plus de 13 ans. Le coût de l'opération est évalué à 20 \$CAN par tonne.

MELKIOR RESOURCE INC.

Melkior Resource Inc. est une société minière canadienne basée en Ontario. Le président du conseil d'administration de la société se nomme Norman Farrell, et le directeur général, Jens Hansen. Cette entreprise détient des intérêts relativement mineurs dans deux propriétés minières au Burkina Faso. Elle exerce également des activités au Canada et notamment au Québec. Ses activités portent sur les minerais suivants: or, nickel, cuivre, platine et cobalt.

En 1997, *Melkior Resource Inc.* avait obtenu de la *Gécamines* une concession d'exploration de 2 800 km² près de Likasi dans la province du Katanga. Le 12 janvier 2000, la compagnie annonçait le début des opérations d'exploitation de 2 sites: à Kabolea, dans un gisement de cuivre-cobalt, et à Kipese, dans un gisement d'or-paladium.

Dans ses discussions avec le gouvernement de la RDC, *Melkior Ressource inc* a eu recours à *La compagnie financière de participations internationales (Cofiparinter)* de Kinshasa. L'accord pour ces deux sites prévoit un partage initial de 40 % pour la *Gécamines* et 60 % pour la compagnie canadienne. Mais une fois payé, en priorité, le coût des services de *Cofiparinter*, cette dernière se verra octroyer 30 % des profits sur la part de *Melkior Ressources inc.*

TENKE MINING CORP.

Tenke Mining Corp. (anciennement "*Consolidated Eurocan Venture Ltd.*" – changement de nom le 27 janvier 1997) est une société minière canadienne basée à Vancouver. Les directeurs de cette société sont Adolf H. Lundin et Rudolf G. Mueller - le président étant Philip J. Wright. A. Lundin est également l'actionnaire majoritaire de *Tenke Mining Corp.* avec 54,2 % des actions. *Tenke Mining Corp.* possède trois filiales: *Tenke Holdings Ltd.*, *Tenke Fungurume Mining SARL* et *Lunding Holdings Ltd* – *Eurocan* (Bermudes).

Les principales dépenses effectuées au cours de l'exercice 1997 sont: 112,5M \$CAN pour l'acquisition de la concession de Tenke Fungurume; 50M \$CAN pour la licence; 2,15M \$CAN d'achat d'actifs. Le bilan de l'entreprise au 31 mars 1999 fait état d'un actif évalué à 201M \$CAN, de dettes d'un montant de 6,472M \$CAN et enfin de fonds propres de 196,897M \$CAN. Le financement de *Tenke Mining Corp.* se fait notamment à partir de fonds propres et d'emprunts auprès des banques internationales.

Les activités de *Tenke Mining Corp.* s'étendent de l'exploration à l'acquisition et à l'exploitation de concessions minières (métaux de base et métaux précieux). *Tenke Fungurume Mining SARL* est une

filiale de *Tenke Mining Corp.* née d'un *joint venture* entre la *Gécamines* (société minière détenue par l'État de la RDC) et *Tenke Mining Corp.* *Tenke Fungurume* est détenue à 55 % par *Tenke Mining Corp.* et à 45 % par la *Gécamines*.

Les concessions minières de *Tenke Fungurume* se situent à l'intérieur de la ceinture africaine du cuivre. Les principaux gisements qu'elle contrôle prennent place dans deux concessions d'une superficie de 1437 km² dans la province du Katanga, approximativement à 175 km au nord-ouest de Lubumbashi.

Les ressources minières des concessions sont de haute teneur et semblent excéder 520 millions de tonnes dont 18,8 millions de tonnes de cuivre et 1,5 millions de tonnes de cobalt. Après la réalisation d'une étude de faisabilité d'un coût de 26,4M \$CAN, la production devrait débuter en décembre 2000 avec 100 000 tonnes de cuivre et 6 000 tonnes de cobalt par an. D'ici cinq ans, la compagnie espère doubler sa production de cuivre à chaque année. Les ressources semblent pouvoir être exploitées pendant vingt ans avec une production excédant 500 000 t/an.

SAMAX GOLD INC.

Samax Gold Inc. est une société minière canadienne, basée à Toronto. Samax a pour principaux directeurs Robert Shirriff, Robert Matthews et pour président directeur général, Michael Martineau. Cette société est la filiale d'une entreprise suisse nommée *Addax et Orynx Group*. Notons qu'une autre firme, *Adryx Mining Metals Ltd.* détient de son côté 43 % des actions de *Samax*.

Samax a également une filiale, *Golden Pride Mine* (possédée à 50 %), qui opère en Tanzanie. *Samax* a des intérêts dans plusieurs régions d'Afrique. Elle est présente au Ghana, en Tanzanie, au Sénégal mais aussi, et depuis peu, en RDC où elle a récemment découvert un nouveau filon d'or à Mougongo.

Samax a récemment été rachetée (en grande partie à *Adryx Mining Metals Ltd.*) par *Ashanti Goldfields* - le coût de la transaction s'élevant à 189M \$CAN. *Ashanti* intervient également au Sénégal, en Tanzanie, au Congo, au Zimbabwe et au Ghana.

STARPOINT GOLDFIELDS INC.

Starpoint Goldfields Inc. est une société minière canadienne basée à Vancouver et inscrite au Vancouver Stock Exchange. *Starpoint Goldfields* a pour président Harry Z. Bristman et Cecil Musgrave pour directeur. La compagnie possède des droits sur des concessions d'une superficie de 15 000 km² en RDC, notamment dans ses projets de Tele et Panga. Cette société minière s'est spécialisée dans la prospection d'or, de diamants et de tantale.

En juin 1999, *Starpoint Goldfields* a signé avec *Global Explorations Corporation* un accord de *joint venture*. Selon certaines conditions, *Global Explorations Corporation* pourrait obtenir 50 % des intérêts dans trois propriétés. L'objectif affiché par *Starpoint* est d'accroître sa zone d'exploration en RDC dès que les conditions politiques le permettront. Le bilan de l'entreprise faisait état, au 30 avril 1999, d'un actif s'élevant à 568 274 \$CAN.

Principales sources consultées:

Rapport annuel des sociétés;

Southam Mining Publication Group Ltd (1999), *Canadian MineSCAN 1999-2000*;

Southam Mining Publication Group Ltd (1999), *Thw Northern Miner CD-Rom 1987-1998*;

Gamah International Ltd (1999), *Global Exploration and Mining Directory 1999*.

Vancouver Stock Exchange (1998), "Financing the mining industry: the Vancouver Stock Exchange's Role as a Source of Exploration Capital", *Investing in African Mining Conference* Indaba '98, 3 au 5 février, Cape Town, Afrique du Sud.